



Haro médiatique sur les « salariés voyous »

Les medias (à quelques exceptions près) ont trouvé les responsables de la crise... Il y aurait pire que les patrons voyous, aujourd'hui les casseurs d'emplois seraient les grévistes et les syndicalistes qui refusent la violence des licenciements.

À lire et à écouter la plupart des medias, les grévistes feraient régner la terreur dans les ateliers de PSA à Aulnay-sous-Bois. Chez Goodyear à Amiens, les salariés qui ont refusé « *par dogmatisme* » des conditions de travail et des salaires indignes auraient alimenté leur propre malheur. Du *Figaro* à *Libération* en passant par les ondes publiques et privées sont pointés du doigt tous ceux qui résistent à l'inhumaine loi du capital.

Dans un récent « Mots croisés » ayant pour thème le chômage, un des invités, Benjamin Coriat, co-président des Économistes atterrés, a pu à juste titre s'indigner de l'absence sur le plateau d'un représentant de la CGT alors que ce syndicat était mis au banc des accusés.

Les citoyens ont besoin d'une information de qualité qui donne à comprendre les mécanismes de la crise, qui donne à entendre les arguments et les propositions des syndicalistes. Comme ils ont besoin de comprendre pourquoi la presse est absente des kiosques, pourquoi les ouvriers de Presstalis défendent un système de distribution coopératif et solidaire. Les lecteurs du *Figaro* continueront de croire que les ouvriers de la distribution gagnent plus de 5 000 € mensuels et qu'ils s'arquent sur des emplois fictifs. Ils ne sauront jamais que, depuis 1994, les effectifs de Presstalis sont passés de 6 000 à 2 000 salariés et que 1 250 postes doivent encore être supprimés. Ils ne sauront jamais que les salaires ne dépassent pas les 2 400 €. Les lecteurs de *Libération* ne le sauront pas non plus d'ailleurs.

Nicolas Demorand, rédacteur en chef de *Libération*, a laissé claquer sa colère contre les grévistes de Presstalis en écrivant « *qu'un kiosque vide était une sinistre image dans un pays démocratique* ». Pour une fois, le SNJ-CGT sera d'accord avec lui : il serait effectivement sinistre pour la démocratie qu'une fois Presstalis liquidé on ne puisse plus trouver, dans tous les kiosques et points de vente, tous les titres de son choix.

On veut faire croire à l'opinion publique que les casseurs sont les salariés en lutte pour sauver leurs usines, leurs emplois. Mais qui aujourd'hui met de l'huile sur le feu des luttes sociales sinon le ministère de l'Intérieur qui tente de criminaliser les grévistes et les syndicalistes en évoquant « *des risques d'incidents et les éventuelles menaces sur l'outil de production en cas de radicalisation d'un conflit* ». Pourtant, n'est-ce pas un jeune ouvrier d'Arcelor Mital qui vient de perdre un œil d'un tir de flash-ball en pleine tête, avant de perdre son emploi ? CQFD.

Le SNJ CGT dénonce cette violente offensive lancée avec le Medef et les patrons de presse contre les salariés et leurs syndicats en lutte, de PSA à Presstalis.

Alors que de Bolloré à Dassault, de Lagardère à Bouygues et de Bergé, Pigasse Niels à Lucas, on « dégraisse » les rédactions, on concentre à qui mieux mieux pour vendre une information light, qui lutte pour défendre le pluralisme?